



Paris, le 29 novembre 2012

COMMUNIQUE DE PRESSE

Test annuel de crise réussi pour la Place financière de Paris

Les 21 et 22 novembre 2012, la Banque de France, la Fédération Bancaire Française (FBF), une quinzaine d'institutions (banques, infrastructures post-marché) d'importance systémique pour la Place de Paris, ainsi que des représentants de l'État, ont participé à un exercice simulant une crise susceptible d'affecter fortement le fonctionnement de l'ensemble de la Place financière de Paris.

1- Le scénario

Le scénario portait sur une cyber-attaque des plateformes internes d'échange de transactions financières des institutions impliquées dans le test, de nature à provoquer une paralysie de certains processus opérationnels critiques, avec des effets collatéraux, notamment sur les paiements interbancaires, les back-offices et la comptabilité des établissements, mais aussi sur les chambres de compensation et, au-delà, de perturber gravement le fonctionnement de la Place financière de Paris. Le scénario prévoyait également une perturbation des transports en commun, pour ajouter un élément extérieur contribuant à entraver le fonctionnement de la Place financière de Paris.

En choisissant un tel scénario qui privilégie une cyber-attaque, la Place financière de Paris a voulu tester sa préparation à des formes nouvelles de criminalité financière. Le choix de faire durer le test sur deux jours contribuait à accentuer le réalisme du test dont les exercices se déroulaient en temps réel. Ainsi, les réactions des acteurs et la pression qui s'exerçaient sur eux les rapprochaient le plus possible de la réalité. Diverses situations ont ainsi été intégrées dans le scénario de cyber-attaque, tels que des virements de centaines de millions d'euros anormalement effectués à l'insu des institutions, des dizaines d'ordres de vente et d'achat demeurant non réconciliés, des rumeurs d'arrêt de fonctionnement d'institutions financières diffusées sur internet et relayées par certains médias.

2- Les enseignements de l'exercice

Dans un contexte rendu particulièrement évolutif par des facteurs aggravants communiqués tout au long de l'exercice, y compris pendant les audioconférences du pôle de coordination du Groupe de Place, l'objectif de coordonner les actions et les décisions de la Place a été atteint grâce à une grande mobilisation et à la forte implication des participants.

L'exercice avait pour finalité, à partir d'informations fictives envoyées aux participants, d'apprécier les capacités de réaction individuelles et collectives. Il consistait en particulier à vérifier l'aptitude du pôle de coordination de place, piloté par la Banque de France, à établir un diagnostic global et à favoriser des contacts avec des interlocuteurs divers, notamment entre les cellules de crise liées à la gestion de la liquidité ou de la communication de Place et les représentants de l'État. Il consistait également à tester la capacité du Groupe de Place à définir et mettre en œuvre des plans d'actions coordonnés afin de faire face à la situation. Lors des différentes phases de la crise, les membres du pôle de coordination ont dû parallèlement en gérer les conséquences au sein de leur propre institution.

Deux aspects ont été privilégiés : les interactions entre les responsables des plans de continuité d'activité (RPCA), les responsables de la sécurité et des systèmes d'information (RSSI) et la communication organisée vers le grand public par les professionnels de la Place.

D'une part, la relation entre RPCA et RSSI a été particulièrement dynamique tout au long de l'exercice. Le dispositif de contrôle interne de chaque établissement a été mobilisé et a donc pu alimenter efficacement le pilotage effectué ensemble par les RPCA et les RSSI. D'autre part, la communication de crise a été organisée par le travail de concertation des représentants des professionnels de chaque établissement au sein d'une cellule de crise de Place chargée de la Communication. Les restitutions des décisions de cette cellule de crise lors des audioconférences du pôle de coordination, ont contribué efficacement au processus décisionnel du Groupe de Place. Au total, les stratégies adoptées par les différents opérateurs sur les deux jours de tests ont permis dans une première phase de contourner les difficultés, avant de les résoudre dans un second temps tant du point de vue de la sécurité des transactions que de l'intégrité des systèmes d'information.

Cet exercice a donc permis de vérifier la capacité des principaux acteurs de la Place financière de Paris à atteindre les objectifs assignés : diagnostic, contacts et interactions avec les cellules de crise ou avec les partenaires extérieurs au secteur, coordination interne des décisions et externes avec les autres acteurs de Place. Les principaux acteurs financiers de la place de Paris ont pu ainsi tester avec succès leur capacité à déclencher rapidement et de façon coordonnée les plans d'action permettant de cantonner les effets de l'attaque et de limiter l'ampleur et la durée des perturbations sur le fonctionnement du système financier. L'analyse détaillée en cours de cet exercice permettra de tirer les enseignements qui devront être appliqués aux futurs tests de place.

Le Groupe de Place Robustesse a été créé en 2005 à l'initiative de la Banque de France. Le Groupe de Place Robustesse s'est fixé un double objectif de :

- résilience : veiller à améliorer la capacité du système financier à faire face à des chocs affectant ses fonctions critiques : systèmes de paiement, liquidité et soutien au financement de l'économie réelle notamment.
- crédibilité : maintenir la Place de Paris parmi les Places reconnues par les investisseurs internationaux comme l'une des plus robustes en cas de crise opérationnelle majeure.

Le Groupe de Place Robustesse se compose d'établissements de crédit ou assimilés (BNP-Paribas, CASA, BPCE, La Banque Postale, Crédit Mutuel-CIC, Société Générale et CDC), d'infrastructures de marché (LCH.CLEARNET, NYSE EURONEXT, EUROCLEAR, STET, GIE CB, ABE CLEARING), du HFDS du ministère de l'Économie et des Finances, de la Direction générale du Trésor, de la Fédération bancaire française, de la Banque de France, des autorités de supervision et de régulation telles que l'Autorité de contrôle prudentiel et l'Autorité des marchés financiers.

L'exercice de Place des 21 et 22 novembre 2012 s'inscrit dans une stratégie de tests qui avait déjà mobilisé la Place les années précédentes :

- en 2008, un scénario de panne générale d'électricité, qui a donné lieu à un rapport dont les recommandations ont été mises en œuvre entre décembre 2008 et août 2009
- en 2009, une action réelle autour du risque de pandémie grippale A/H1N1
- en 2010, un script de crue centennale de la Seine, qui a donné lieu un rapport dont les recommandations ont été mis en œuvre entre janvier et juin 2011
- en 2011, un exercice inopiné de mobilisation générale du Groupe de Place.